



PRÉFET DE LA CÔTE-D'OR

ARRETE PREFECTORAL N° 339

PORTANT PRESCRIPTIONS COMPLEMENTAIRES

Société CARRIERES BOURGOGNE SUD

Commune de MAGNY-LES-VILLERS

Le préfet de la région Bourgogne
préfet de la Côte-d'Or
Chevalier de la Légion d'honneur
Officier de l'ordre national du Mérite

Vu le titre premier des parties législative et réglementaire du Livre V du Code de l'Environnement et en particulier ses articles R.512-31, R.512-33-II et L.512-3,

Vu l'arrêté ministériel du 22 septembre 1994 relatif aux exploitations de carrières et aux installations de premiers traitements des matériaux de carrières,

Vu l'arrêté préfectoral en date du 18 novembre 1997 autorisant la société VIGOT dont le siège social est situé route de Seurre à BEAUNE (21200), à exploiter une carrière à ciel ouvert de roches calcaires, pour une durée de 12 ans, et ses installations annexes sur la commune de MAGNY-LES-VILLERS, aux lieux-dits « Larré de Bourgogne » et « Les Fourches » sur une superficie totale de 9ha 76a 60ca,

Vu l'arrêté préfectoral modificatif en date du 3 juillet 2000 transférant à son profit l'arrêté préfectoral du 18 novembre 1997 susvisé à la société CARRIERES BOURGOGNE SUD,

Vu la demande de modification des conditions de remise en état en date du 17 septembre 2013 de la société CARRIERES BOURGOGNE SUD,

Considérant que les modifications des conditions de remise en état présentées par la société CARRIERES BOURGOGNE SUD sont notables et nécessitent une mise à jour de l'article 25.2 de l'arrêté préfectoral du 18 novembre 1997,

Vu le rapport en date du 24 avril 2014 de l'inspection des installations classées,

Vu l'avis de la Commission Départementale de la Nature, des Paysages et des Sites – Formation Carrières - émis lors de la séance du 20 mai 2014,

SUR proposition de la Secrétaire Générale de la Préfecture de la Côte d'Or,

ARRETE

Article 1

La société CARRIERES BOUGOGNE SUD dont le siège sociale est situé 9 rue Paul Langevin à CHENOVE (21300), est tenue de respecter, pour l'exploitation de sa carrière localisée sur la commune de MAGNY-LES-VILLERS, les dispositions indiquées ci-après.

Article 2

L'article 25.2 de l'arrêté préfectoral susvisé est remplacé par :

« 25.2. *Modalités de remise en état*

La remise en état progressive du site nécessite la réalisation des dispositions suivantes :

- *les talus constitués au Sud et à l'Ouest selon une pente de 30° à 45° sont recouverts de terre puis plantés d'arbres et d'arbustes,*
- *le front supérieur Nord est laissé en l'état,*
- *un merlon planté est aménagé sur le délaissé en limite Nord de l'emprise,*
- *la partie Ouest de l'emprise (parcelles n° 511 et 512) non exploitée est débarrassée des stocks et nivelée,*
- *toute la fosse d'extraction est laissée en l'état,*
- *la banquette supérieure présente dans la partie Nord est conservée en l'état pour maintenir des milieux pionniers sur la dalle rocheuse,*
- *la plate-forme présente au Sud du périmètre est nettoyée et laissée en l'état, toutes les structures n'ayant pas d'utilité dans l'affectation future du site sont supprimées,*
- *la clôture est conservée sur tout le périmètre de la carrière, les panneaux de signalisation des dangers et l'interdiction de pénétrer sur le site sont conservés,*
- *un portail interdisant l'accès est maintenu fermé à clé.*

La zone d'extraction doit être rendue conforme au plan de remise en état annexé au présent arrêté. »

Article 3 - DELAI ET VOIES DE RECOURS

La présente décision peut être contestée devant le tribunal administratif de Dijon :

- par les tiers, personnes physiques ou morales, les communes intéressées ou leurs groupements, en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts mentionnés aux articles L.211-1 et L.511-1 dans un délai d'un an à compter de la publication ou de l'affichage de la décision,
- par les demandeurs ou exploitants, dans un délai de deux mois à compter de la date à laquelle la décision leur a été notifiée.

Article 4 - PUBLICATION

Une copie du présent arrêté sera déposée dans la mairie de MAGNY-LES-VILLERS pour y être consultée par toute personne intéressée.

Un extrait de cet arrêté sera affiché pendant une durée minimum d'un mois. Procès-verbal de l'accomplissement de cette formalité sera dressé par les soins du Maire. Le même extrait est publié sur le site internet de la préfecture qui a délivré l'acte pour une durée identique.

Le même extrait est affiché en permanence de façon visible dans l'installation par les soins du bénéficiaire de l'autorisation.

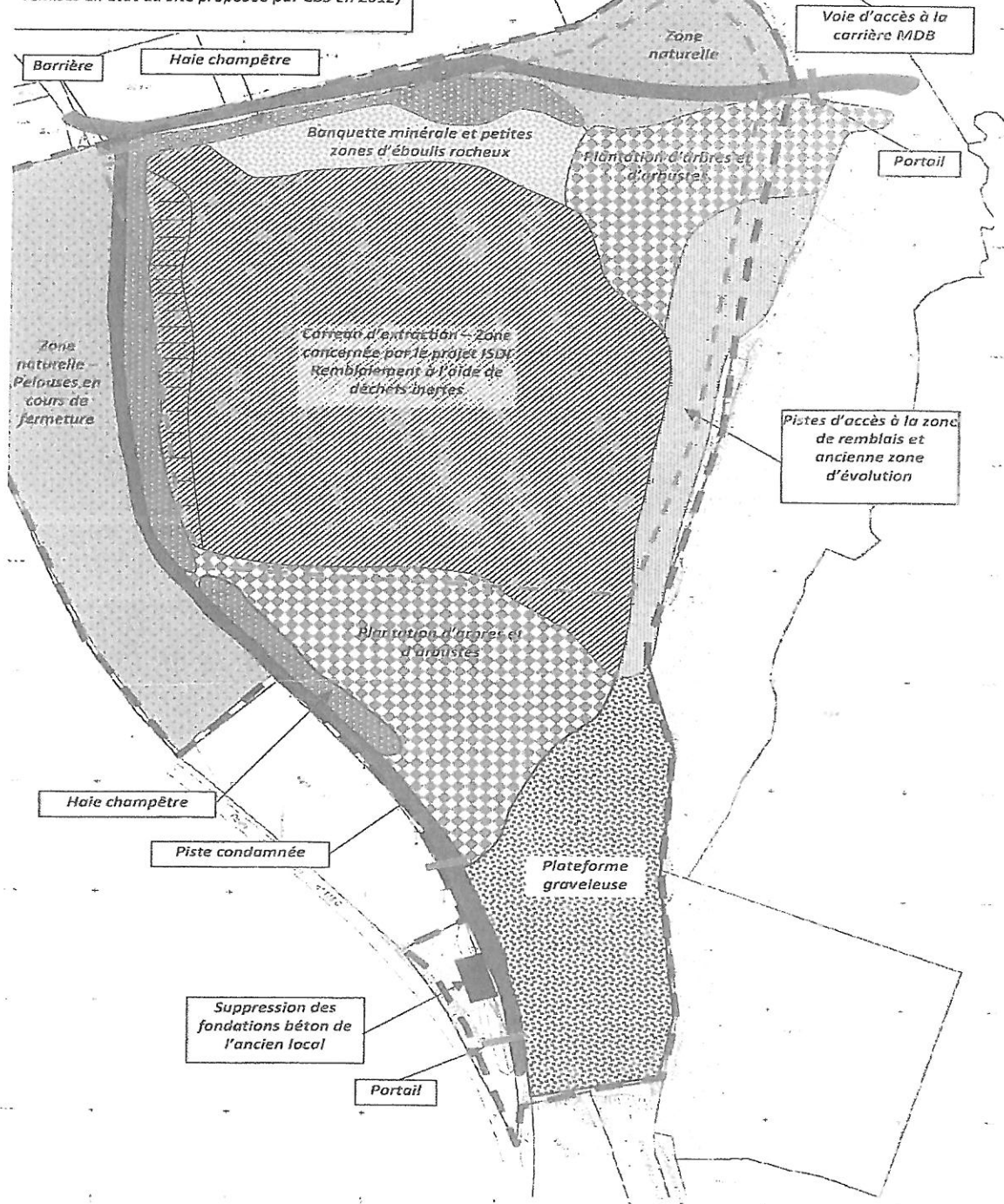
Un avis doit être inséré, par mes soins et aux frais de l'exploitant, dans deux journaux locaux ou régionaux, diffusés dans tout le département.

Annexe – Plan de remise en état

C.B.S.
Carrières Bourgogne Sud

PLAN DE REAMENAGEMENT DE LA CARRIERE DE MAGNY-LES-VILLERS

(Dans le cadre de la modification des conditions de
remises en état du site proposée par CBS en 2012)




Article 5 - EXECUTION

- Mme la Secrétaire générale de la préfecture de la Côte d'Or,
- M. la Sous-Préfète de l'arrondissement de BEAUNE,
- Mme la Directrice Régionale de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement de la Région Bourgogne,
- Mme le Maire de MAGNY-LES-VILLERS,
- M. Directeur de la société CARRIERES BOURGOGNE SUD,

sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont copie sera adressée à Mme la Directrice Régionale de l'Environnement de l'Aménagement et du Logement de la Région Bourgogne (2 exemplaires) et au pétitionnaire.

FAIT à DIJON, le 11 JUIN 2014

**Le Préfet,
Pour le Préfet et par délégation,
La Secrétaire Générale,**


Marie-Hélène VALENTE